

ARRETE REGLEMENTAIRE n° 2026/001/DGAE

Portant acceptation des dons en mécénat de compétences, à titre conservatoire, des entreprises Transdev et Viabus dans le cadre du projet du Conseil départemental des Jeunes, années 2026-2028

Le Président du Conseil Départemental,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans son article L.3221-10 ;

VU le Code général des Impôts,

VU la loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations,

VU la délibération du Conseil départemental n° 2/08 du 6 avril 2023 relative au lancement de la démarche de mécénat au sein du Conseil départemental de Seine-et-Marne,

VU la délibération du Conseil départemental n°7/07 du 21 juin 2024 relative à la modification de la charte éthique du mécénat du Conseil départemental de Seine-et-Marne.

ARRETE

- ARTICLE 1 :** D'accepter à titre conservatoire les prestations proposées par les entreprises Transdev et Viabus, en mécénat de compétences.
- ARTICLE 2 :** Les modalités des prestations de mécénat de compétences effectuées par les entreprises Transdev et Viabus sont approuvées telles qu'elles figurent dans les conventions et leurs annexes jointes au présent arrêté.
- ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera transmis au représentant de l'État dans le Département pour exercice du contrôle de légalité et publié en les formes légales, sur le site internet du Département.

Fait à Melun, le 21 octobre 2026

Le Président du Conseil départemental

Jean-François PARIGI

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Objet dans un délai de deux mois à compter
Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20261021-2026_001_DGAE-AR
Date de télétransmission : 22/10/2026
Date de réception préfecture : 22/10/2026

Les informations recueillies peuvent être enregistrées dans les logiciels métiers et dans la base de contact du Département. Les services concernés en sont les destinataires exclusifs. Elles sont destinées à l'accomplissement des missions du Département. Vous pouvez exercer vos droits conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, auprès du délégué à la protection des données du Département, par mail adressé à dpd@departement77.fr ou par courrier postal adressé au Délégué à la protection des données - Hôtel du Département CS 50377 - 77010 Melun cedex.